

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 2123

[C — 2004/29185]

## 12 MAI 2004. — Décret relatif à l'Aide aux enfants victimes de maltraitance (1)

Le Parlement a adopté et nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**TITRE I<sup>er</sup>. — Définitions et champs de compétence des intervenants**

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent décret, on entend par :

1° enfant : toute personne âgée de moins de dix-huit ans;

2° famille : les personnes avec qui l'enfant est dans un lien de filiation, le tuteur et le protuteur et les personnes exerçant une fonction parentale ou composant le milieu familial de vie de l'enfant;

3° intervenant : toute personne qui a pour profession ou pour mission, même à titre bénévole ou temporaire, de contribuer à l'éducation, la guidance psycho-médico-sociale, l'aide à la jeunesse, la protection infantile, l'accueil, l'animation et l'encadrement d'enfants;

4° situation de maltraitance : toute situation de violences physiques, de sévices corporels, d'abus sexuels, de violences psychologiques ou de négligences graves qui compromettent le développement physique, psychologique ou affectif de l'enfant; une attitude ou un comportement maltraitant peuvent être intentionnels ou non;

5° équipe SOS Enfants : le service pluridisciplinaire spécialisé dans la prévention individuelle, l'évaluation ou le bilan et la prise en charge de situations de maltraitance d'enfants;

6° conseiller : le conseiller de l'aide à la jeunesse dont les missions sont déterminées aux articles 31, 32 et 36 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

7° directeur : le directeur de l'aide à la jeunesse dont les missions sont définies aux articles 33 et 38 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

8° centre PMS : le centre qui a pour mission d'assurer les tâches de guidance définies par l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux;

9° service PSE : le service de promotion de la santé à l'école exerçant, dans les établissements scolaires subventionnés par la Communauté française, les missions prévues par le décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école;

10° Office : l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

11° CAEM : le Comité d'accompagnement de l'enfance maltraitée.

**Art. 2.** A la demande du responsable d'un service, d'une institution ou d'une association, tout intervenant doit lui produire à tout moment un extrait de casier judiciaire exempt de condamnation ou de mesure d'internement pour les faits énoncés aux articles 372 à 377, 379 à 380ter, 381 et 383 à 387 du Code pénal accomplis sur un mineur de moins de 16 ans ou impliquant sa participation.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Compte tenu de sa mission et de sa capacité à agir, l'intervenant est tenu d'apporter aide et protection à l'enfant victime de maltraitance ou à celui chez qui sont suspectés de tels mauvais traitements. Si l'intérêt de l'enfant le requiert et dans les limites de la mission de l'intervenant et de sa capacité à agir, l'aide est octroyée à sa famille ou à son milieu familial de vie.

Cette aide vise à prévenir ou à mettre fin à la maltraitance.

§ 2. Afin d'organiser cette aide, tout intervenant confronté à une situation de maltraitance ou à risques peut interpellier l'une des instances ou services spécifiques suivants aux fins de se faire accompagner, orienter ou relayer dans la prise en charge : le centre psycho-médico-social, le service de promotion de la santé à l'école, l'équipe « SOS Enfants », le conseiller ou tout autre intervenant compétent spécialisé.

Toute coopération doit s'exercer dans la discrétion et ne porter que sur des informations indispensables à la prise en charge. Sauf si cela porte atteinte à l'intérêt de l'enfant, le relais dans la prise en charge doit être porté à la connaissance de l'enfant, de sa famille et de son milieu familial de vie.

§ 3. Le Délégué général aux droits de l'enfant peut interpellier les instances ou services spécifiques énoncés au § 2, en vue de l'accomplissement de sa mission.

**TITRE II. — La coordination**

**Art. 4.** Il est institué une commission de coordination de l'aide aux enfants victimes de maltraitance au sein de chaque arrondissement judiciaire situé dans la région de langue française et l'arrondissement judiciaire de Bruxelles limité au territoire de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Toutefois, une commission de coordination peut être instituée pour plusieurs arrondissements judiciaires.

**Art. 5.** La commission de coordination a pour mission de veiller à l'amélioration des procédures de prise en charge des situations de maltraitance à l'égard d'enfants. Elle ne traite pas les cas individuels d'enfants victimes de maltraitance.

La commission définit au début de chaque année ses axes stratégiques.

**Art. 6.** La commission de coordination est composée de :

1° un représentant de l'équipe ou des équipes SOS Enfants qui travaillent au sein de l'arrondissement;

2° le conseiller de l'arrondissement;

3° le directeur de l'arrondissement;

4° un représentant de l'Office;

5° le ou les juges de la jeunesse de l'arrondissement;

6° le ou les magistrats du parquet de la jeunesse de l'arrondissement;

7° un représentant des centres PMS;

8° un représentant des services PSE ou des centres PMS exerçant la mission de promotion de la santé à l'école.

Pour l'accomplissement de sa mission, la commission peut associer à ses travaux tout intervenant impliqué dans la prise en charge des situations de maltraitance.

Dans le cas prévu au 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 4, la commission peut compter un représentant de chacune des huit catégories des membres énoncés à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article par arrondissement judiciaire concerné.

**Art. 7.** Le Président de la commission est désigné parmi ses membres.

L'Office assure le secrétariat de la commission, invite les membres visés à l'article 6 aux réunions de la commission et transmet la liste à jour de ceux-ci au Gouvernement.

La commission peut recourir à un intervenant externe afin d'assurer une fonction d'animation ou de supervision.

Le Gouvernement détermine les modalités budgétaires afférentes aux frais logistiques et méthodologiques de la commission.

La commission de coordination se réunit au minimum deux fois par an.

**Art. 8.** La commission de coordination élabore annuellement un rapport d'activités couvrant l'année civile précédente. Ce rapport évaluera les actions notamment en fonction des axes stratégiques évoqués à l'article 5. Elle le transmet au Gouvernement au plus tard le 30 avril.

La commission élabore son règlement d'ordre intérieur.

**TITRE III. — Les équipes SOS Enfants****CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Les missions des équipes SOS Enfants**

**Art. 9.** Les équipes SOS Enfants ont pour missions :

1° d'assurer la prévention individuelle et le traitement des situations de maltraitance d'initiative ou lorsque l'intervention est sollicitée par toute personne, institution ou service ou lorsque l'intervention est demandée par le conseiller de l'aide à la jeunesse en référence à l'article 36, § 3, du décret du 4 mars 1991 ou par le directeur en application d'une décision judiciaire en vertu de l'article 38 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

2° d'établir un bilan pluridisciplinaire de la situation de l'enfant et de sa situation dans son milieu familial de vie;

3° de veiller à apporter une aide appropriée à l'enfant victime ou en situation de risque de maltraitance; pour ce faire, les équipes apportent une aide à son milieu familial de vie, en créant si nécessaire des synergies avec le réseau socio-médico-psychologique, sauf si cela porte atteinte à l'intérêt de l'enfant;

4° d'établir toute collaboration utile, et plus particulièrement avec les travailleurs médico-sociaux de l'Office, les conseillers et les directeurs;

5° d'apporter leur collaboration à l'Office, aux services du Gouvernement de la Communauté française et aux CAAJ pour l'organisation de campagnes de prévention et d'information et pour la formation des intervenants professionnels en matière de maltraitance d'enfants;

6° de faire progresser les connaissances scientifiques par des publications, conférences, formations, journées d'études à destination des intervenants. Le Gouvernement approuve les modalités de collaboration visées aux 1° et 4°.

**Art. 10.** A titre complémentaire, les équipes SOS Enfants peuvent développer des actions spécifiques afin de répondre à des problématiques nouvelles telles que :

— l'aide préventive aux futurs parents dont le milieu ou le comportement engendre un risque de maltraitance pour l'enfant à naître par le développement d'actions en réseau;

— la prise en charge thérapeutique des mineurs d'âge auteurs d'infractions à caractère sexuel.

CHAPITRE II. — *La composition des équipes SOS Enfants*

**Art. 11.** Chaque équipe doit être composée au minimum des fonctions suivantes de :

- 1° docteur en médecine générale ou spécialisé en pédiatrie;
- 2° docteur en médecine spécialisé en pédopsychiatrie ou un docteur en médecine spécialisé en psychiatrie de l'adulte;
- 3° licencié en droit;
- 4° assistant social;
- 5° licencié en psychologie clinique;
- 6° secrétaire administratif;
- 7° coordinateur.

La composition pluridisciplinaire de l'équipe doit garantir une approche médicale, psychiatrique, psychologique, sociale et juridique de toute situation.

CHAPITRE III. — *L'agrément*

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre de l'évolution des moyens budgétaires disponibles, les équipes SOS agréées assurent la prise en charge des situations de maltraitance sur l'ensemble des arrondissements judiciaires et l'Office garantit que, progressivement, tout arrondissement judiciaire bénéficie de l'intervention d'au moins une équipe SOS Enfants.

§ 2. Lorsque le nombre d'enfants le requiert, le Gouvernement peut agréer plusieurs équipes par arrondissement judiciaire.

§ 3. Pour être agréée par le Gouvernement, toute équipe SOS Enfants doit satisfaire aux conditions générales suivantes :

- 1° respecter la composition pluridisciplinaire minimale visée à l'article 11;
- 2° être organisée par une personne morale de droit public ou une personne morale de droit privé;
- 3° accomplir de manière régulière et principale les missions visées à l'article 9;
- 4° établir un projet clinique;
- 5° organiser l'accueil des enfants et des familles, ainsi que les entretiens individuels et familiaux dans des locaux adaptés aux objectifs thérapeutiques.

Le Gouvernement détermine les autres conditions d'agrément, de retrait d'agrément, de recours en cas de refus ou de retrait d'agrément.

§ 4. Le Gouvernement statue sur les demandes d'agrément, après avis motivé du CAEM.

CHAPITRE IV. — *Les subventions*

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement fixe les conditions, les modalités et les procédures d'octroi de subventions et de contrôle de leur utilisation dans les limites des moyens budgétaires disponibles.

§ 2. Dans la limite des crédits budgétaires, le Gouvernement alloue à l'Office une subvention intitulée « subvention complémentaire ONE pour les équipes SOS Enfants agréées ».

Dans le cadre de cette subvention complémentaire, une subvention est accordée annuellement à toute équipe SOS agréée.

Cette subvention couvre les frais de personnel selon la composition pluridisciplinaire énoncée à l'article 11 du décret ainsi que les frais de fonctionnement de l'équipe.

Dans le cadre de l'évolution des moyens budgétaires disponibles, la subvention doit couvrir un temps minimal de :

- 6.2 Equivalents Temps Plein pour les équipes qui couvrent un arrondissement judiciaire ou un territoire comptant plus de 60 000 enfants;
- 5.2 Equivalents Temps Plein pour les équipes qui couvrent un arrondissement judiciaire ou un territoire de moins de 60 000 enfants.

§ 3. Il peut être accordé par le Gouvernement, après avis du CAEM, des subventions spécifiques aux équipes SOS Enfants pour des projets particuliers qu'elles se proposent de réaliser dans le cadre des missions spécifiques visées à l'article 10.

CHAPITRE V. — *Le Comité d'accompagnement de l'enfance maltraitée*

**Art. 14.** Il est institué au sein de l'Office un Comité d'accompagnement de l'Enfance maltraitée. Ce Comité est le référent scientifique interne pour toute question relative à l'aide à l'enfant victime de maltraitance et aux Equipes SOS Enfants.

Le CAEM assure les missions suivantes :

- 1° émettre un avis sur les demandes d'agrément comme équipe SOS Enfants, ainsi que sur les demandes de renouvellement et de retrait d'agrément;
- 2° émettre un avis sur toute proposition de protocole de collaboration entre les équipes SOS et toute catégorie d'intervenants concernés par la maltraitance;
- 3° émettre toute proposition ou avis relatifs à la maltraitance des enfants, au suivi des équipes SOS Enfants et aux projets particuliers dans le cadre de missions spécifiques énoncées à l'article 10 à l'attention du Conseil d'Administration de l'Office;

4° émettre des recommandations en matière de standardisation des rapports d'activités des équipes SOS Enfants et à la collecte uniformisée de données statistiques;

5° rendre avis et évaluer l'échange d'informations entre les équipes SOS Enfants agréées;

6° rendre avis sur les formations collectives organisées par l'Office pour les membres des équipes SOS Enfants en matière d'enfance maltraitée;

7° émettre des recommandations et des avis scientifiques sur les publications émanant de l'Office.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Le CAEM se compose de 10 membres au minimum et d'un nombre équivalent de suppléants. Il comprend :

1° trois représentants des équipes SOS Enfants, sur proposition des organisations représentatives des équipes;

2° trois représentants du secteur de la recherche scientifique, à titre d'experts;

3° trois représentants de l'Office;

4° un représentant de la direction générale des Services du Gouvernement qui a l'aide et la protection de la jeunesse dans ses attributions.

§ 2. Le CAEM peut associer à ses travaux tout intervenant ou expert.

§ 3. Le Gouvernement peut, d'initiative, déléguer un représentant pour participer aux travaux du CAEM.

§ 4. Les candidats sont choisis en raison de leurs compétences et de leurs expertises en matière d'aide aux enfants victimes de maltraitances, en fonction d'une pluridisciplinarité et de la complémentarité de leurs compétences en la matière.

§ 5. Les membres effectifs et leurs suppléants sont nommés par le Gouvernement pour un terme renouvelable de cinq ans. Les membres suppléants ne siègent qu'en l'absence des membres effectifs.

§ 6. En cas de décès ou de démission d'un membre, son remplaçant est nommé par le Gouvernement pour achever le mandat de son prédécesseur. Tout membre qui perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé est réputé démissionnaire.

§ 7. Le CAEM élit en son sein, parmi ses membres effectifs, un Président et un Vice-Président. Ces mandats sont incompatibles avec la qualité de fonctionnaire de la Communauté française ou de l'un de ses organismes d'intérêt public.

§ 8. Le secrétariat est assuré par le service de l'Office qui a le suivi des équipes SOS dans ses attributions.

§ 9. Le CAEM se réunit au moins quatre fois par an.

**Art. 16.** Le CAEM ne peut émettre valablement d'avis qu'à condition que la moitié au moins des membres soient présents. Si le quorum n'est pas atteint, les membres sont convoqués une nouvelle fois au plus tard dans les quinze jours qui suivent. Si le quorum n'est à nouveau pas atteint lors de cette séance, le CAEM siège valablement, quel que soit le nombre de présents.

Les décisions sont prises à la majorité simple. En cas de parité des voix, la voix du Président, ou du Vice-Président en cas d'absence du Président, est prépondérante. Le Comité arrête son règlement d'intérieur et le soumet à l'approbation du Gouvernement. Le Gouvernement fixe les indemnités allouées à ses membres.

#### TITRE IV. — La formation des intervenants et l'information des enfants et du grand public

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — La formation

**Art. 17.** Lorsque une formation initiale des intervenants professionnels s'organise sur le thème de la maltraitance des enfants, elle porte sur l'identification des signes de risques, les éléments contextuels et les symptômes de maltraitance, la mise en place d'une réaction en vue d'apporter aide et protection à l'enfant et sur le rôle de l'intervenant compte tenu de son identité professionnelle.

Cette formation développe également une information sur les services compétents et spécialisés en la matière et sur leur articulation en Communauté française, ainsi que sur les dispositions légales en vigueur.

**Art. 18.** Un programme de formation continuée dit « programme communautaire annuel » est organisé annuellement et comporte deux volets :

1° une formation continuée est organisée pour les intervenants qui agissent dans le cadre de leur profession afin d'améliorer les pratiques dans une approche transversale et dans le cadre d'une prise en charge coordonnée des situations de maltraitance;

2° des programmes de formation intersectoriels sont proposés aux instances ou services compétents visés à l'article 3.

**Art. 19.** Les Services du Gouvernement de la Communauté française organisent le programme communautaire annuel relatif à l'article 18 après approbation par le Gouvernement. Ils peuvent confier tout ou partie de l'animation et de l'encadrement de ce programme à des experts engagés à la prestation.

CHAPITRE II. — *L'information des enfants et du grand public*

**Art. 20.** A l'exception du programme de l'Office, des campagnes d'information ou de sensibilisation à destination du grand public, des parents ou des enfants sont menées dans le but de prévenir la maltraitance, de faire connaître les services de prévention et d'aide aux enfants victimes de maltraitance et de faciliter l'accès à ces services. Ces campagnes s'organisent en soutien à l'action des professionnels.

Les établissements scolaires, les organismes d'intérêt public, les institutions et les associations que la Communauté française subventionne ou qu'elle agré, participent à la diffusion de ces campagnes.

**Art. 21.** Les Services du Gouvernement de la Communauté française organisent les campagnes d'information ou de sensibilisation visées à l'article 20.

**TITRE V. — Disposition pénale**

**Art. 22.** Toute personne qui porte le titre d'équipe SOS Enfants sans avoir été agréée à cette fin sera passible d'une peine d'emprisonnement de 8 jours à 6 mois et d'une amende de vingt-six à cinq cents euros ou d'une de ces peines seulement.

**TITRE VI. — Dispositions modificatives, abrogatoires, transitoires et finales**

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. L'article 20, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, est complété comme suit :

« ou en raison d'une thématique particulière ».

§ 2. L'article 21 du même décret est complété comme suit :

« 8° rend des avis dans la conception des programmes communautaires de formation adressés aux intervenants et des campagnes d'information et de prévention en matière de lutte contre la maltraitance à l'attention du grand public, à l'exception des programmes de formation et d'information de l'Office, et participer à leur application. »

§ 3. L'article 27, § 1<sup>er</sup>, du même décret, est complété comme suit :

« en ce compris l'aide aux enfants victimes de maltraitance »

§ 4. L'article 28, § 1<sup>er</sup>, 7°, du même décret, est modifié comme suit :

« 7° deux représentants des équipes SOS Enfants choisis sur une liste de six candidats présentée par les organisations représentatives des Équipes SOS Enfants. »

§ 5. Un point 7°*bis*, rédigé comme suit, est ajouté à la suite du point 7° de l'article 28, § 1<sup>er</sup>, du même décret :

« 7°*bis*. Un représentant du Comité d'accompagnement de l'Enfance maltraitée choisi sur une liste de trois candidats désignés en son sein. »

**Art. 24.** Le décret du 16 mars 1998 relatif à l'aide aux enfants victimes de maltraitances est abrogé.

**Art. 25.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 octobre 2001 relatif à la diffusion de l'information destinée aux enfants, en application de l'article 17 du décret du 16 mars 1998 relatif à l'aide aux enfants victimes de maltraitances, est abrogé.

**Art. 26.** A l'article 2 du présent décret, il faut entendre par « extrait de casier judiciaire » le certificat de bonne vie et mœurs exempt des mêmes condamnations et mesures d'internements jusqu'à l'entrée en vigueur des articles 9 et 10 de la loi du 8 août 1997, sur le casier judiciaire central.

**Art. 27.** L'équipe constituée avant l'entrée en vigueur du présent décret qui se voit refuser l'agrément, sur base de l'article 12 du présent décret, se verra sanctionnée pénalement en vertu de l'article 22 du présent décret, si elle continue à porter le titre SOS Enfants.

**Art. 28.** Les équipes SOS Enfants subventionnées par l'Office, à l'entrée en vigueur du présent décret, peuvent continuer à percevoir leur subvention jusqu'à leur nouvel agrément à condition d'introduire la demande d'agrément dans les trois mois de la date de publication au « *Moniteur belge* » des normes fixées par le Gouvernement en matière d'agrément, de s'engager à satisfaire les conditions d'agrément visées à l'article 12 et d'accomplir l'ensemble des missions visées à l'article 9 du présent décret.

**Art. 29.** Pour l'application de l'article 11, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, sont considérés comme possédant la qualification exigée, les membres du personnel qui, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, exerçaient la fonction pour laquelle la qualification est exigée, en vertu des dispositions légales et réglementaires antérieures.

**Art. 30.** Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 12 mai 2004.

Le Ministre-Président, Chargé des Relations internationales,  
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,  
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,  
P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,  
M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,  
O. CHASTEL

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,  
Mme F. DUPUIS

Le Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme. N. MARECHAL

—  
Note

(1) *Session 2003-2004*

*Documents du Conseil*. – Projet de décret, n° 512-1. – Amendements de commission, n° 512-2. – Rapport, n° 512-3.  
*Compte rendu intégral*. – Discussion et adoption. – Séance du 5 mai 2004.

—  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 2123

[C – 2004/29185]

**12 MEI 2004. — Decreet betreffende de hulpverlening aan mishandelde kinderen (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

#### TITEL I. — Definities en bevoegdheidsgebieden van de optredende personen

**Artikel 1.** In dit decreet wordt verstaan onder :

1° Kind : iedere persoon jonger dan achttien jaar;

2° Familie : de personen van wie het kind afstamt, de voogd en de toeziende voogd en de personen die een ouderlijke functie uitoefenen of de familiekring vormen waarin het kind leeft;

3° Optredende persoon : iedere persoon die als beroep of als opdracht heeft, ook al is het op vrijwillige of tijdelijke basis, om bij te dragen tot de opvoeding, de psycho-medisch-sociale begeleiding, de jeugdzorg, de kinderbescherming, de opvang, de animatie en de begeleiding van kinderen;

4° Mishandelingssituatie : elke situatie van fysiek geweld, lichamelijke mishandelingen, seksueel misbruik, psychologisch geweld of ernstige verwaarlozingen die de fysieke, psychologische of affectieve ontwikkeling van het kind schaden; de houding of het gedrag van de persoon die mishandelt, kunnen al dan niet opzettelijk zijn;

5° Het team SOS Kinderen (équipe SOS Enfants) : de multidisciplinaire dienst die gespecialiseerd is in de individuele preventie, de evaluatie of het opmaken van de balans van situaties waarin kinderen mishandeld worden, evenals de zorgverlening in deze situaties;

6° Consulent : de consulent jeugdzorg wiens opdrachten bepaald worden in de artikels 31, 32 en 36 van het decreet van 4 maart 1991 betreffende jeugdzorg;

7° Directeur : de directeur jeugdzorg wiens opdrachten bepaald worden in de artikels 33 en 38 van het decreet van 4 maart 1991 betreffende jeugdzorg.

8° PMS-centrum : het centrum dat belast is met de begeleidingsopdrachten die omschreven worden in het organiek koninklijk besluit van 13 augustus 1962 over de psycho-medisch-sociale centra;

9° PSE-dienst : de dienst voor de promotie van de gezondheid op school die in de onderwijsinstellingen die door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd worden, de opdrachten uitvoert die bepaald worden door het decreet van 20 december 2001 betreffende de promotie van de gezondheid op school;

10° Bureau : het Bureau voor Geboortes en Kinderwelzijn (Office de la Naissance et de l'Enfance – O.N.E.);

11° CAEM : het Comité voor de begeleiding van het mishandelde kind (Comité d'accompagnement de l'enfance maltraitée).

**Art. 2.** Op verzoek van de verantwoordelijke van een dienst, instelling of vereniging moet elke optredende persoon hem te allen tijde een uittreksel uit het strafregister kunnen overleggen, vrij van veroordelingen of interneringsmaatregelen voor de feiten uiteengezet in de artikels 372 tot 377, 379 tot 380ter, 381 en 383 tot 387 van het strafwetboek bedreven met een minderjarige die jonger is dan 16 jaar of waarbij hij betrokken is.

**Art. 3. § 1.** Rekening houdend met zijn opdracht en zijn handelingsbevoegdheid is de optredende persoon verplicht om hulp en bescherming te bieden aan het mishandelde kind of aan het kind voor wie het vermoeden bestaat dat het dergelijke slechte behandelingen ondergaat. Als het in het belang van het kind is en als het binnen de grenzen van de opdracht en de handelingsbevoegdheid van de optredende persoon valt, wordt de hulp verleend aan de familie of de familiekring waarin het kind leeft.

Deze hulp is bedoeld om de mishandeling te voorkomen of te beëindigen.

§ 2. Om deze hulp te organiseren, kan elke optredende persoon die met een mishandelingssituatie of risicosituatie geconfronteerd wordt, zich richten tot een van de volgende specifieke organen of diensten om zich te laten begeleiden, oriënteren of aflossen bij de zorgverlening : het psycho-medisch-sociaal centrum, de dienst voor de promotie van de gezondheid op school, het team SOS Kinderen, de consulent of iedere andere gespecialiseerde competente optredende persoon.

Elke coördinatie moet discreet verlopen en mag alleen maar betrekking hebben op de informatie die onmisbaar is voor de zorgverlening. De aflossing van de zorgverlening moet meegedeeld worden aan het kind, zijn familie en de familiekring waarin het leeft tenzij dit nadelig is voor het belang van het kind.

§ 3. De algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind kan zich richten tot de specifieke organen of diensten opgenoemd in § 2 met het oog op de volbrenging van zijn opdracht.

## TITEL II. — De coördinatie

**Art. 4.** Er wordt een coördinatiecommissie voor hulpverlening aan mishandelde kinderen opgericht in ieder gerechtelijk arrondissement gelegen binnen het Franse taalgebied en het gerechtelijk arrondissement Brussel beperkt tot het grondgebied van het tweetalige Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Het is echter mogelijk om een coördinatiecommissie op te richten voor verschillende gerechtelijke arrondissementen.

**Art. 5.** De coördinatiecommissie heeft als opdracht om te waken over de verbetering van de procedures voor zorgverlening in situaties waarin kinderen mishandeld worden. Zij behandelt geen individuele gevallen van mishandelde kinderen.

De commissie definieert bij het begin van elk jaar haar strategische hoofdlijnen.

**Art. 6.** De coördinatiecommissie is samengesteld uit :

1° een vertegenwoordiger van het team of de teams SOS Kinderen die binnen het arrondissement werkzaam zijn;

2° de consulent van het arrondissement;

3° de directeur van het arrondissement;

4° een vertegenwoordiger van het Bureau;

5° de jeugdrechter(s) van het arrondissement;

6° de magistraat/magistraten van het jeugdparket van het arrondissement;

7° een vertegenwoordiger van de PMS-centra;

8° een vertegenwoordiger van de PSE-diensten of PMS-centra die de opdracht van de promotie van de gezondheid op school ten uitvoer brengt;

Voor de vervulling van haar opdracht kan de commissie bij haar werken een beroep doen op elke optredende persoon die betrokken is bij de zorgverlening in mishandelingssituaties.

Voor het geval bepaald in de 2e alinea van artikel 4 mag de commissie, per betrokken gerechtelijk arrondissement, een vertegenwoordiger tellen van elk van de acht categorieën van leden die vermeld worden in de 1e alinea van dit artikel.

**Art. 7.** De commissie kiest uit haar midden een Voorzitter.

Het Bureau staat in voor het secretariaat van de commissie, nodigt de leden bedoeld in artikel 6 uit op de bijeenkomsten van de commissie en geeft de geactualiseerde lijst van deze leden door aan de Regering.

De commissie kan de hulp inroepen van een externe optredende persoon opdat deze een animatie- of toezichtsfunctie opneemt.

De Regering bepaalt de budgettaire modaliteiten betreffende de logistieke en methodologische kosten van de commissie.

De coördinatiecommissie komt ten minste twee maal per jaar samen.

**Art. 8.** De coördinatiecommissie stelt jaarlijks een verslag over de werkzaamheden op, dat handelt over het voorgaande kalenderjaar. Dit verslag evalueert de acties vooral in functie van de strategische hoofdlijnen die ter sprake kwamen in artikel 5. De commissie bezorgt het verslag ten laatste op 30 april aan de Regering.

De commissie stelt haar huishoudelijk reglement op.

**TITEL III. — De teams SOS Kinderen****HOOFDSTUK I. — De opdrachten van de teams SOS Kinderen**

**Art. 9.** De teams SOS Kinderen hebben als opdrachten :

1° zorgen voor de individuele preventie en de behandeling van mishandelingssituaties uit eigen beweging of wanneer de tussenkomst gevraagd wordt door eender welke persoon, instelling of dienst, of wanneer de tussenkomst gevraagd wordt door de consulent jeugdzorg ter verwijzing naar artikel 36, § 3 van het decreet van 4 maart 1991 of door de directeur overeenkomstig een rechterlijke beslissing op grond van artikel 38 van het decreet van 4 maart 1991 betreffende jeugdzorg;

2° een multidisciplinaire balans opmaken van de situatie van het kind en van zijn situatie in de familiekring waarin hij leeft;

3° ervoor zorgen dat de gepaste hulp verleend wordt aan het kind dat mishandeld wordt of zich in een risicosituatie bevindt; hiervoor verlenen de teams hulp aan de familiekring waarin het kind leeft door, indien nodig, een synergie te creëren met het psycho-medisch-sociaal netwerk behalve als dit het belang van het kind schaadt;

4° alle nuttige samenwerking opstarten in het bijzonder met de medisch-sociale werkers van het Bureau, de consulenten en directeurs;

5° hun medewerking verlenen aan het Bureau, de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de CAAJ's voor de organisatie van preventie- en informatiecampagnes en voor de opleiding van beroepsmatig optredende personen op het gebied van kindermishandeling;

6° ervoor zorgen dat de wetenschappelijke kennis vooruitgang boekt door middel van publicaties, conferenties, opleidingen en studiedagen bestemd voor de optredende personen.

De Regering heeft de samenwerkingsmodaliteiten bedoeld in 1° en 4° goedgekeurd.

**Art. 10.** Bij wijze van aanvulling kunnen de teams SOS Kinderen specifieke acties ondernemen om in te spelen op nieuwe problemen zoals :

— de preventieve hulp aan toekomstige ouders wier milieu of gedrag de kans op mishandeling van het verwachte kind uitlokt, door acties in een netwerk te ontwikkelen;

— de therapeutische zorgverlening aan minderjarigen die strafbare feiten van seksuele aard gepleegd hebben.

**HOOFDSTUK II. — De samenstelling van de teams SOS Kinderen**

**Art. 11.** Elk team moet minstens samengesteld zijn uit de volgende functies :

1° dokter in de algemene geneeskunde of gespecialiseerd in de kindergeneeskunde;

2° dokter in de geneeskunde gespecialiseerd in de kinderpsychiatrie of dokter in de geneeskunde gespecialiseerd in de psychiatrie van de volwassene;

3° licentiaat in de rechten ;

4° sociaal assistent;

5° licentiaat in de klinische psychologie;

6° administratief secretaris;

7° coördinator.

De multidisciplinaire samenstelling van het team moet een medische, psychiatrische, psychologische, sociale en juridische benadering van elke situatie garanderen.

**HOOFDSTUK III. — Erkenning**

**Art. 12.** § 1. In het kader van de ontwikkeling van de beschikbare budgettaire gelden verzekeren de teams SOS Kinderen de zorgverlening in mishandelingsituaties in alle gerechtelijke arrondissementen en het Bureau garandeert dat langzaam aan elk gerechtelijk arrondissement kan rekenen op de tussenkomst van minstens een team SOS Kinderen.

§ 2. Als het aantal kinderen het vereist, kan de Regering meerdere teams per gerechtelijk arrondissement erkennen.

§ 3. Om door de Regering erkend te worden, moet elk team SOS Kinderen aan de volgende algemene voorwaarden voldoen :

1° de minimale multidisciplinaire samenstelling bedoeld in artikel 11 respecteren;

2° door een publiekrechtelijke of privaatrechtelijke rechtspersoon georganiseerd zijn;

3° de opdrachten bedoeld in artikel 9 op regelmatige en principiële wijze uitvoeren;

4° een klinisch project opstellen;

5° de opvang van kinderen en families evenals persoonlijke en familiale gesprekken organiseren in lokalen die aan de therapeutische doeleinden aangepast zijn.

De Regering bepaalt de andere voorwaarden voor erkenning, voor het intrekken van de erkenning en voor beroep in geval van weigering of intrekking van de erkenning.

§ 4. De Regering beslist over de aanvragen tot erkenning na een gemotiveerd advies van het CAEM.



HOOFDSTUK IV. — *De subsidies*

**Art. 13.** § 1. De Regering legt de voorwaarden, modaliteiten en procedures vast voor de toekenning van subsidies en voor de controle van de aanwending ervan binnen de perken van de beschikbare budgettaire gelden.

§ 2. Zover de budgettaire kredieten het toestaan, kent de Regering aan het Bureau een subsidie toe, genaamd « bijkomende subsidie O.N.E. voor de erkende teams SOS Kinderen ».

In het kader van deze bijkomende subsidie wordt jaarlijks aan elk erkend team SOS Kinderen een subsidie toegekend.

Deze subsidie dekt de personeelskosten volgens de multidisciplinaire samenstelling uiteengezet in artikel 11 van het decreet alsook de werkingskosten van het team.

In het kader van de ontwikkeling van de beschikbare budgettaire gelden moet de subsidie een minimale tijd dekken van :

— 6,2 voltijdsequivalenten voor de teams die instaan voor een gerechtelijk arrondissement of een grondgebied waarin meer van 60 000 kinderen wonen;

— 5,2 voltijdsequivalenten voor de teams die instaan voor een gerechtelijk arrondissement of een grondgebied waarin minder van 60 000 kinderen wonen.

§ 3. De Regering kan na advies van het CAEM specifieke subsidies toekennen aan teams SOS Kinderen voor bijzondere projecten die zij van plan zijn uit te voeren in het kader van de specifieke opdrachten bedoeld in artikel 10.

HOOFDSTUK V. — *Het Comité voor de begeleiding van het mishandelde kind*

**Art. 14.** Binnen het Bureau wordt er een Comité voor de begeleiding van het mishandelde kind opgericht. Dit Comité is de interne wetenschappelijke referent voor iedere vraag betreffende de hulpverlening aan mishandelde kinderen en de teams SOS Kinderen.

Het CAEM vervult de volgende opdrachten :

1° een advies uitbrengen over de aanvragen voor erkenning als team SOS Kinderen alsook over de aanvragen voor vernieuwing en intrekking van de erkenning;

2° een advies uitbrengen over alle voorstellen voor samenwerkingsprotocollen tussen de teams SOS Kinderen en elke categorie van optredende personen die bij de mishandeling betrokken zijn;

3° voorstellen doen of advies uitbrengen aan de Raad van Beheer van het Bureau over kindermishandeling, de follow-up van de teams SOS Kinderen en de bijzondere projecten in het kader van de specifieke opdrachten opgesomd in artikel 10;

4° aanbevelingen geven voor de standaardisatie van de verslagen over de werkzaamheden van de teams SOS Kinderen en voor de uniforme inzameling van statistische gegevens;

5° advies geven voor de uitwisseling van informatie tussen de erkende teams SOS Kinderen en deze uitwisseling evalueren;

6° advies uitbrengen over de collectieve opleidingen over kindermishandeling die het Bureau organiseert voor de leden van de teams SOS Kinderen;

7° aanbevelingen en wetenschappelijk advies geven voor de publicaties door het Bureau.

**Art. 15.** § 1. Het CAEM is samengesteld uit ten minste tien leden en een gelijk aantal plaatsvervangers. Het Comité telt :

1° drie vertegenwoordigers van de teams SOS Kinderen, voorgedragen door de representatieve organisaties van de teams;

2° drie vertegenwoordigers van de sector van wetenschappelijk onderzoek, als experts;

3° drie vertegenwoordigers van het Bureau;

4° een vertegenwoordiger van het Directoraat-generaal van de diensten van de Regering, die bevoegd is voor jeugdzorg en jeugdbescherming.

§ 2. Het CAEM mag bij zijn werken een beroep doen op elke optredende persoon of expert.

§ 3. De Regering mag uit eigen beweging een vertegenwoordiger afvaardigen opdat deze aan de werken van het CAEM deelneemt.

§ 4. De kandidaten worden gekozen op basis van hun capaciteiten en bekwaamheid op het gebied van hulpverlening aan mishandelde kinderen, in functie van een multidisciplinariteit en complementariteit van hun capaciteiten op dit vlak.

§ 5. De effectieve leden en hun plaatsvervangers worden door de Regering benoemd voor een hernieuwbare termijn van 5 jaar. De plaatsvervangende leden zetelen alleen maar als de effectieve leden afwezig zijn.

§ 6. In geval van overlijden of ontslag van een lid wordt zijn vervanger door de Regering benoemd om het mandaat van zijn voorganger te beëindigen. Elk lid dat de titel verliest waardoor hij benoemd werd, wordt geacht ontslag te nemen.

§ 7. Het CAEM kiest uit zijn midden, uit zijn effectieve leden, een Voorzitter en Vice-voorzitter. Deze mandaten zijn onverenigbaar met de functie van ambtenaar van de Franse Gemeenschap of van een van haar instellingen van algemeen belang.

§ 8. Het secretariaat wordt verzorgd door de dienst van het Bureau, dat bevoegd is voor de follow-up van de teams SOS Kinderen.

§ 9. Het CAEM komt ten minste vier maal per jaar samen.

**Art. 16.** Het CAEM kan alleen maar geldige adviezen geven als ten minste de helft van de leden aanwezig is. Als het quorum niet aanwezig is, worden de leden opnieuw bijeengeroepen binnen de vijftien volgende dagen. Als het quorum tijdens deze zitting weer niet aanwezig is, is de zitting van het CAEM geldig ongeacht het aantal aanwezige leden.

Beslissingen worden genomen met gewone meerderheid. Bij gelijkheid van stemmen is de stem van de Voorzitter of de stem van de Vice-voorzitter als de Voorzitter afwezig is, doorslaggevend.

Het Comité bepaalt zijn huishoudelijk reglement en onderwerpt het aan de goedkeuring van de Regering.

De Regering legt de uitkeringen vast die aan de leden van het Comité worden toegekend.

#### **TITEL IV. — De opleiding voor optredende personen en de voorlichting van kinderen en het grote publiek**

##### *HOOFDSTUK I. — De opleiding*

**Art. 17.** Als voor de beroepsmatig optredende personen een initiële opleiding over het thema van kindermishandeling georganiseerd wordt, dan heeft deze opleiding betrekking op de herkenning van risicosignalen, de contextuele elementen en de symptomen van mishandeling, de voorbereiding van een reactie om het kind hulp en bescherming te bieden, en de rol van de optredende persoon rekening houdend met zijn beroepsidentiteit.

Deze opleiding geeft ook informatie over de bevoegde diensten die in deze materie gespecialiseerd zijn, hun organisatie binnen de Franse Gemeenschap en de van kracht zijnde wettelijke bepalingen.

**Art. 18.** Een programma voor permanente opleiding, « jaarlijks gemeenschapsprogramma » genaamd, wordt jaarlijks georganiseerd en omvat twee luiken :

1° een permanente opleiding wordt georganiseerd voor de optredende personen die handelen in het kader van hun beroep om de praktijken te verbeteren door middel van een transversale benadering en in het kader van een gecoördineerde zorgverlening in mishandelingsituaties;

2° intersectoriële opleidingsprogramma's worden voorgesteld aan de bevoegde organen en diensten bedoeld in artikel 3.

**Art. 19.** De diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap organiseren het jaarlijks gemeenschapsprogramma betreffende artikel 18 na goedkeuring door de Regering. Zij kunnen alle of een gedeelte van de animatie en de omkadering van dit programma aan experts toevertrouwen die tegen vergoeding aangenomen worden.

##### *HOOFDSTUK II. — De voorlichting van kinderen en het grote publiek*

**Art. 20.** Met uitzondering van het programma van het Bureau worden informatie- of bewustmakingscampagnes gevoerd die bestemd zijn voor het grote publiek, de ouders of de kinderen om mishandeling te voorkomen, de diensten voor preventie en zorgverlening aan mishandelde kinderen voor te stellen en de toegang tot deze diensten te vergemakkelijken. Deze campagnes worden georganiseerd ter ondersteuning van het werk van de beroepsmatig optredende personen.

De onderwijsinstellingen, de instellingen van algemeen belang, de instituten en verenigingen die door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd of erkend worden, nemen deel aan de verspreiding van deze campagnes.

**Art. 21.** De diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap organiseren de informatie- of bewustmakingscampagnes bedoeld in artikel 20.

#### **TITEL V. — Strafrechtelijke beslissing**

**Art. 22.** Iedere persoon die de titel van team SOS Kinderen draagt zonder dat hij hiervoor erkend werd, kan veroordeeld worden tot een gevangenisstraf gaande van acht dagen tot zes maanden en een geldboete gaande van zesentwintig tot vijfhonderd euro of tot slechts een van deze straffen.

#### **TITEL VI. — Wijzigende bepalingen, intrekingsbepalingen, overgangsbepalingen en slotbepalingen**

**Art. 23.** § 1. Artikel 20, alinea 1 van het decreet van 4 maart 1991 betreffende jeugdzorg wordt aangevuld zoals volgt :

« of wegens een bijzondere thematiek ».

§ 2. Artikel 21 van hetzelfde decreet wordt aangevuld zoals volgt :

« 8° brengt advies uit over het ontwerp van de gemeenschapsprogramma's voor opleiding bestemd voor optredende personen, en van de informatie- en preventiecampagnes inzake de strijd tegen mishandeling die gericht zijn op het grote publiek, met uitzondering van de opleidings- en informatieprogramma's van het Bureau, en deel te nemen aan de toepassing ervan. »

§ 3. Artikel 27, § 1 van hetzelfde decreet wordt aangevuld zoals volgt :

« met inbegrip van de hulpverlening aan mishandelde kinderen »

§ 4. Artikel 28, § 1, 7° van hetzelfde decreet wordt gewijzigd zoals volgt :

« 7° twee vertegenwoordigers van de teams SOS Kinderen gekozen uit een lijst van zes kandidaten, die wordt voorgelegd door de representatieve organisaties van de teams SOS Kinderen. »

§ 5. Een punt 7°bis, opgesteld zoals volgt, wordt toegevoegd aan het vervolg van punt 7° van artikel 28, § 1 van hetzelfde decreet :

« 7°bis. Een vertegenwoordiger van het Comité voor de begeleiding van het mishandelde kind gekozen uit een lijst van drie kandidaten die aangewezen worden uit zijn midden. »

**Art. 24.** Het decreet van 16 maart 1998 betreffende de hulpverlening aan mishandelde kinderen wordt ingetrokken.

**Art. 25.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 oktober 2001 betreffende de verspreiding van de informatie bestemd voor kinderen, overeenkomstig artikel 17 van het decreet van 16 maart 1998 betreffende de hulpverlening aan mishandelde kinderen, wordt ingetrokken.

**Art. 26.** In artikel 2 van dit decreet moet onder « uittreksel uit het strafregister » verstaan worden het bewijs van goed zedelijk gedrag vrij van dezelfde veroordelingen en interneringsmaatregelen totdat de artikels 9 en 10 van de wet van 8 augustus 1997 betreffende het centrale strafregister in werking treden.

**Art. 27.** Het team dat wordt samengesteld voordat dit decreet in werking treedt en waaraan geen erkenning verleend wordt op basis van artikel 12 van dit decreet, zal een strafsanctie opgelegd krijgen op grond van artikel 22 van dit decreet als het de titel van SOS Kinderen blijft dragen.

**Art. 28.** De teams SOS Kinderen die gesubsidieerd worden door het Bureau op het moment dat dit decreet in werking treedt, kunnen hun subsidie verder blijven ontvangen totdat zij opnieuw erkend worden op voorwaarde dat zij hun aanvraag tot erkenning indienen binnen de drie maanden na de dag van publicatie in het *Belgisch Staatsblad* van de normen vastgelegd door de Regering betreffende de erkenning, dat zij zich inspinnen om te voldoen aan de voorwaarden voor erkenning bedoeld in artikel 12, en dat zij alle opdrachten bedoeld in artikel 9 van dit decreet volbrengen.

**Art. 29.** Voor de toepassing van artikel 11, alinea 1, 4° wordt aangenomen dat personeelsleden de vereiste opleiding hebben als zij op het moment dat dit decreet in werking treedt, de functie uitoefenden waarvoor de opleiding vereist is krachtens de voorafgaande wettelijke bepalingen en overheidsbepalingen.

**Art. 30.** De Regering bepaalt de datum waarop dit decreet in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 12 mei 2004.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,  
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn,  
belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,  
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,  
M. DAERDEN

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,  
O. CHASTEL

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. N. MARECHAL

—  
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

*Stukken van de Raad.* – Ontwerp van decreet, nr. 512-1. – Commissie-amendementen, nr. 512-2. – Verslag, nr. 512-3. *Integraal verslag.* – Bespreking en aanneming. Vergadering van 5 mei 2004.

—————  
**MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE**

F. 2004 — 2124

[C – 2004/29186]

**12 MAI 2004. — Décret relatif à l'enregistrement d'armoiries de personne physique ou d'association familiale en Communauté française (1)**

Le Parlement a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle une matière visée à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, 1°, de la Constitution.

**Art. 2.** Au sens du présent décret, on entend par :

a) Armoiries : les armoiries librement assumées par des personnes physiques ou d'associations familiales n'appartenant pas à la noblesse du Royaume.

b) Conseil d'Héraldique et de Vexillologie : le Conseil d'Héraldique et de Vexillologie institué par l'article 1<sup>er</sup> du décret du 5 juillet 1985 instituant le Conseil d'Héraldique et de Vexillologie de la Communauté française de Belgique et fixant le drapeau, le sceau et les armoiries des villes et des communes.

c) Association familiale : toute organisation de fait ou constituée en association sans but lucratif dans le cadre de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif et les fondations, ayant pour objet principal la défense des intérêts d'une famille.

**Art. 3.** Toute personne physique ou association familiale désirant que soit garanti son droit exclusif à porter ses armoiries, à les transmettre et à s'en prévaloir à l'égard des tiers en demande l'enregistrement au Gouvernement.

**Art. 4.** Le Conseil d'Héraldique et de Vexillologie est chargé de fournir des avis au Gouvernement pour tout ce qui concerne les armoiries et leur enregistrement.

**Art. 5.** La procédure d'introduction des demandes d'enregistrement d'armoiries est déterminée par le Gouvernement.

**Art. 6.** Les armoiries nouvelles faisant l'objet d'une demande d'enregistrement ne peuvent appartenir déjà à d'autres personnes physiques que le requérant. Le bénéfice de l'enregistrement est étendu d'office aux parents ou alliés du requérant.